

Enième projet de mutualisation des effectifs de police nationale :

Les Maires « spectateurs » impuissants des réformes
condamnent la détérioration inévitable
du service public de la police nationale de proximité,
inhérente aux mutualisations.

Les Maires du Val-de-Marne ont manifesté leur vive colère lors d'une réunion de l'Association des Maires ce mercredi 28 février quant à cet énième projet de mutualisation d'effectifs de police entre commissariats, masquant la volonté de fermeture de certains commissariats. Ils comprennent que ces projets de mutualisation sont à l'œuvre pour deux raisons : les mesures d'économies budgétaires et le dégagement d'effectifs pour créer la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ).

Les Maires s'opposent à toutes les mutualisations envisagées sur le Val-de-Marne que ce soit entre les brigades de nuit pour les commissariats de Maisons-Alfort, Alfortville et Charenton-le-Pont ; des Bacs de jour, de nuit et des brigades de nuit entre Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine et des mutualisations d'effectifs visiblement à l'étude des Bacs entre Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne. Ils dénoncent le caractère incohérent et inefficace des projets présentés au regard des finalités initiales supposées « remettre des effectifs sur la voie publique » de manière pérenne. Ces projets reflètent une méconnaissance de la réalité du terrain.

Les Maires s'insurgent ainsi contre des projets visant uniquement à « déshabiller » de leurs effectifs certains commissariats pour en « habiller » d'autres, voire simplement alimenter la PSQ. Ils rappellent, ici, l'échec des expériences parisiennes, (*baisse de 67.5 % des effectifs des unités judiciaires des quatre premiers arrondissements, trois ans après la mutualisation*), ces stratégies de vases communicants ne sont ni efficaces, ni cohérentes pour que l'Etat assure correctement l'une de ses fonctions régaliennes au rang desquelles le maintien de l'ordre public.

Forts de ces considérations, les Maires s'opposent fermement à toute dégradation du service public de sécurité rendu en proximité et au quotidien par les forces de la police nationale dans le Val-de-Marne. Ils tiennent aussi à rappeler que ces projets sont diamétralement inverses aux engagements pris d'augmentation d'effectifs.

Sur la forme, les Maires regrettent la méthode consistant à informer plutôt qu'à concerter réellement car ne tenant jamais compte de la parole des élus.

Les Maires demandent solennellement à Monsieur le Préfet de police de Paris d'augmenter l'enveloppe des effectifs dans l'ensemble du Val-de-Marne. Parallèlement, ils demandent à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne d'abandonner les projets évoqués qui sont inefficaces.

Les Maires suggèrent l'étude de scénarii alternatifs existants voire d'en imaginer des nouveaux à « l'échelle pertinente » de l'agglomération.

Les Maires demandent à être reçu par le Préfet du Val-de-Marne dans un premier temps puis par le Préfet de police.

Dans l'attente, ils mobiliseront leur population contre la détérioration du service public de police et la fermeture assurément programmée des commissariats.